

INTERNATIONAL

etranger.union@sonapresse.com

Brèves

POLOGNE: MANIFESTATIONS
CONTRE LES REFOULEMENTS DE
MIGRANTS À LA FRONTIÈRE

Quelques milliers de personnes ont manifesté dimanche à Varsovie contre les refolements de migrants pratiqués à la frontière de l'Union européenne, entre la Pologne et le Bélarus. Depuis le mois d'août, des milliers de migrants, originaires pour la plupart du Moyen-Orient et d'Afrique, tentent de franchir la frontière polonaise depuis le Bélarus. Selon les témoignages de migrants et des organisations non gouvernementales, la Pologne pratique le refolement qui consiste à reconduire les migrants interpellés à la frontière, et les pousser à retourner au Bélarus. Les manifestants, réunis à l'appel de plusieurs ONG ont parcouru le centre de la ville, brandissant des pancartes "Stop aux tortures à la frontière", "Personne n'est illégal" ou "Cette nuit quelqu'un va mourir de froid à la frontière".

VENEZUELA: EXTRADITION D'UN
PROCHE DE MADURO VERS LES
USA, IRE DE CARACAS

Alex Saab, un homme d'affaires proche du président vénézuélien Nicolas Maduro et accusé de blanchiment a été extradé samedi du Cap-Vert vers les Etats-Unis, ce qui a déclenché la colère de Caracas, qui a suspendu sa participation au dialogue avec l'opposition. Il est censé avoir "sa première audition judiciaire lundi 18 octobre" devant un tribunal de Floride, a précisé le ministère américain de la Justice dans un communiqué, confirmant cette extradition. L'homme d'affaires colombien, 49 ans, et son partenaire Alvaro Pulido sont accusés aux Etats-Unis d'être à la tête d'un vaste réseau ayant permis au dirigeant socialiste Nicolas Maduro et à son régime de détourner à leur profit de l'aide alimentaire à destination du Venezuela.

ESWATINI: LE ROYAUME FERME
LES ÉCOLES APRÈS UNE NOU-
VELLE VAGUE DE CONTESTATION

Le royaume d'Eswatini, dernière monarchie absolue d'Afrique, confronté à une nouvelle vague de contestation anti-régime emmenée par la jeunesse, a annoncé samedi la fermeture des écoles "pour une durée indéterminée avec effet immédiat". Les écoliers et lycéens du petit pays pauvre et enclavé d'Afrique australe, anciennement appelé Swaziland, manifestent dans le calme depuis plusieurs semaines et boycottent les cours pour réclamer la fin du régime et la gratuité de l'enseignement. L'armée et la police ont été déployées cette semaine dans les établissements scolaires, et plusieurs élèves ont été arrêtés, selon les militants pro-démocratie. Samedi, un calme relatif planait sur le pays de 1,3 million d'habitants et Internet avait été coupé la veille pendant une manifestation près de la capitale Mbabane.

Côte d'Ivoire : Laurent Gbagbo
lance son nouveau partiJMN (Sce AFP)
Libreville/Gabon

L'ancien président ivoirien Laurent Gbagbo a officiellement lancé dimanche sa nouvelle formation politique, le Parti des peuples africains - Côte d'Ivoire (PPA-CI), un mouvement "panafricain de gauche" dont il a pris la tête, avec l'élection présidentielle de 2025 en ligne de mire. "Le nom du nouveau parti du président Laurent Gbagbo est Parti des Peuples Africains - Côte d'Ivoire", a annoncé Sébastien Dano Djédjé, le président du congrès de lancement du parti. Dans la nuit de samedi à dimanche, Laurent Gbagbo a, sans surprise, été élu à la tête de ce nouveau mouvement, par une acclamation des quelque 1600 congressistes présents à Abidjan.

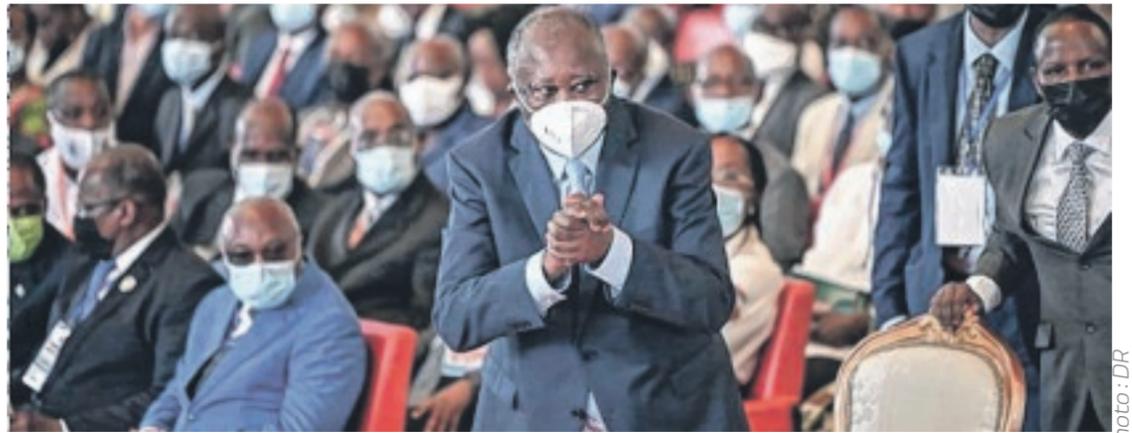
Dimanche midi, le logo du PPA-CI - les doigts des deux mains entrelacées dans une carte de l'Afrique - a été officialisé, symbolisant la visée panafricaine de ce nouveau parti. Plusieurs représentants politiques d'une douzaine de pays africains étaient d'ailleurs présents ce week-end pour le congrès de lancement du parti.

Le FPI fondé dans la clandestinité en 1982, est désormais aux mains de son ex-Premier ministre Pascal Affi N'Guessan, avec lequel M. Gbagbo, 76 ans, est en rupture politique. La plupart des cadres du FPI ont suivi M. Gbagbo dans cette nouvelle aventure. Une absence était cependant remarquée ce week-end, celle de Simone Gbagbo, ex-Première Dame dont Laurent Gbagbo a récemment demandé le divorce.

En déplacement en République démocratique du Congo, elle multiplie ces dernières semaines les signaux pour tracer son propre chemin politique. Avec le PPA-CI, Laurent Gbagbo acte son retour au premier plan sur la scène politique, quatre mois après son retour en Côte d'Ivoire, après 10 ans d'absence, acquitté par la justice internationale qui le jugeait pour crimes contre l'humanité dans la sanglante crise post-électorale de 2010.

Ce nouveau parti pourrait devenir une des principales forces d'opposition, avec le Parti démocratique de Côte d'Ivoire (PDCI) de l'ex-président Henri Konan Bédié.

Samedi, le n°2 du parti au pouvoir, Adama Bictogo, présent à la tribune



Sans surprise, Laurent Gbagbo a été porté à la tête de son nouveau parti.

du congrès du PPA-CI, a lancé un message d'apaisement. "Ce nouveau parti qui va naître viendra renforcer la vitalité démocratique", a-t-il déclaré.

La prochaine élection présidentielle est prévue pour 2025, mais l'exécutif envisage d'introduire une limite d'âge à 75 ans pour se présenter.

Le chef de l'Etat Alassane Ouattara et ses prédécesseurs Laurent Gbagbo et Henri Konan Bédié seraient alors empêchés de concourir.

Le Cap-Vert, exemple démocratique
en Afrique, élit son président

Le Cap Vert est un exemple démocratique de réussite en Afrique.

JMN (Sce AFP)
Libreville/Gabon

Les Cap-Verdiens ont commencé à voter hier dimanche pour désigner leur futur président, qui devrait être issu d'un des partis historiques se partageant le pouvoir de longue date dans l'archipel cité en exemple de réussite démocratique en Afrique de l'Ouest.

Les Cap-Verdiens se sont rendus en petit nombre dans les bureaux de vote de Praia à l'ouverture à 7H00 locales (8H00 GMT), a constaté une correspondante de l'AFP.

Dans la capitale et sur la dizaine d'îles qui composent l'archipel volcanique dans l'Atlantique au large du Sénégal,

les Cap-Verdiens sont appelés à choisir au premier tour entre sept candidats, un record, tous des hommes. Il faut 50% des votes validés pour l'emporter dès le premier tour. Un deuxième tour est jugé probable. Il est prévu le 31 octobre.

La compétition devrait se jouer à nouveau entre les candidats du Mouvement pour la démocratie (MpD, centre droit, majoritaire au Parlement) et du Parti Africain pour l'Indépendance du Cap-Vert (PAICV), respectivement Carlos Veiga et José Maria Neves, tous deux anciens Premiers ministres.

Carlos Veiga avait perdu en 2001 et 2006 contre le candidat soutenu par le PAICV, Pedro Pires.

Depuis l'instauration du multipartisme en 1990, 15 ans après l'indépendance vis-à-vis du Portugal, les deux formations ont pratiqué une alternance sans heurts vantée par les défenseurs d'une démocratie sur le reculoir ailleurs en Afrique de l'Ouest.

L'un de ces sept prétendants deviendra le cinquième chef de l'Etat du Cap-Vert indépendant à la suite de Jorge Carlos Fonseca, du MpD. Elu en 2011 et réélu en 2016, il est dans l'impossibilité de briguer un troisième mandat consécutif.

Le futur président prendra la tête d'un pays dont les 550.000 habitants affichent un des PIB par individu tête les plus élevés d'Afrique de l'Ouest et ont connu des années de croissance soutenue. Mais l'économie, dépendante à 25% du tourisme essentiellement européen, également tributaire des versements de la nombreuse diaspora et de l'aide au développement, a durement accusé le coup du Covid-19. La pandémie a accentué les effets d'une sécheresse aggravée ces dernières années. Le Cap-Vert a enregistré en 2020 une récession historique de 14,8%.

Mais le champ d'action du président est restreint. Le Cap-Vert est doté d'un régime semi-parlementaire faisant la part belle au Premier ministre, au gouvernement et au Parlement.